

Pas d'autre choix que le combat de classe pour s'opposer à la politique dictée par le patronat et les multinationales.

Avec 182 sièges dans la nouvelle Assemblée le Nouveau Front populaire (NFP) devance Ensemble, la formation macroniste 168 sièges, le RN parti de Marine Le Pen avec les élus ciottistes regroupent 143 sièges. Les Républicains et diverses droites réunissent 55 députés. La participation atteint les 67 %, son plus haut niveau depuis 1997 mais plus de 33% (14. 460.749) des inscrits se sont abstenus et 2.000.000 d'électeurs ont voté nul ou blanc soit 4% des inscrits!

Aucun parti ou alliance de partis n'a la majorité absolue des 289 sièges et l'Assemblée Nationale se trouve dans une situation inédite, avec trois blocs qui pourront chacun peser sur l'avenir politique du pays

Ces élections sont un désaveu pour Macron, accélérant la crise politique qui secoue notre pays. Sa politique a permis d'enrichir de puissants groupes capitalistes et d'aller plus loin dans l'intégration du capitalisme français dans la mondialisation, cela au prix de la destruction des conquêtes sociales et démocratiques acquises par la lutte des travailleurs, du peuple faisant le lit du RN lui permettant de quasiment doubler sa présence dans l'hémicycle, lui qui comptait « seulement » 8 en 2017, puis 88 députés 2022.

L'électorat s'est ainsi mobilisé pour « faire barrage » au RN.

Beaucoup de Françaises et de Français n'ont pas voulu donner une majorité au RN. Dans ce système électoral où il ne reste que le choix du "moins pire", le peuple est dessaisi de son pouvoir. Le citoyen est enfermé dans un système qui lui ôte tous ses droits n'a pas le choix véritable.

La coalition macroniste subit une défaite cinglante n'ayant que 168 sièges contre 245 en 2022 et 351 en 2017, elle sauve les meubles dans les duels entre Ensemble (le parti d'Emmanuel Macron) et le RN car les trois quarts des électeurs du Nouveau Front populaire (NFP) du premier tour ont voté pour faire barrage au RN.

A la bourse, le CAC40 a progressé de 1% lundi et le journal patronal les « échos » titrait « *Un certain soulagement mais pas l'euphorie* » Pour les capitalistes les objectifs restent les mêmes : approfondir et accélérer les attaques contre les droits des travailleurs. Les monopoles ont un besoin impérieux dans la lutte acharnée qu'ils se mènent d'aller plus loin dans la destruction des conquêtes des travailleurs.

Quelle suite: la Constitution donne beaucoup de pouvoir au président de la République et l'agitation politicienne est à son comble.

Gabriel Attal a remis sa démission lundi 8 juillet, le Premier ministre a été prié par Emmanuel Macron de rester « *pour le moment* » afin d'« *assurer la stabilité du pays* »

La gauche dit qu'il serait illégitime de ne pas nommer un Premier ministre issu des rangs du Nouveau Front populaire mais lequel et pour quelle politique ?! Le pouvoir de nommer le Premier ministre reste une arme du Président entre ses mains pour décider des orientations politiques à venir comme les coalitions que connaissent certains de nos voisins européens dont l'Allemagne mais les perdants sont toujours les salariés au profit du patronat.

Après le second tour des élections législatives les dirigeants du grand patronat français et au-delà de nos frontières, le système économique capitaliste dominant exerce et continuera d'exercer sa loi d'airain : celle du

profit. Il est donc crucial d'organiser et de renforcer la mobilisation des travailleurs pour permettre la satisfaction de ses revendications.

Ce qui a permis le succès du Front populaire de 1936, en imposant des transformations radicales de la société française, ce n'était pas seulement l'Assemblée, mais qu'il y avait eu dans tout le pays, un mouvement social rassemblant une majorité de la population. C'est ce que confirment également, d'autres grandes dates par exemple 45, 68, 70... nous bénéficions encore aujourd'hui des acquis de ces luttes et que depuis des décennies les dirigeants politiques de droite et de gauche s'acharnent à démanteler. C'est uniquement par la lutte que chaque avantage obtenu est imposé et il en sera ainsi tant que ce régime durera

Il ne suffit pas de changer le personnel politique en laissant en place les maîtres qui l'emploient.

Pour appliquer une politique en faveur des salariés il ne suffit pas d'avoir une majorité de sièges au Parlement il faut un rapport de force, un mouvement social en capacité de battre le patronat et ses serviteurs politiques afin de briser les obstacles de classe. Qu'ils soient de droite, d'extrême droite ou de gauche, chacun à sa façon, tous insistent sur les « sacrifices » que le peuple doit faire.

Aucun autre parti politique que le notre ne propose d'obliger les grands groupes capitalistes industriels et financiers à payer les conséquences de leur politique avec les centaines de milliards d'euros qui appartiennent aux salariés, qui les ont produits car ce sont eux par leur travail qui produisent ces richesses. Tout cet argent volé aux travailleurs et accaparés par les capitalistes est utilisé pour accroître les profits et les richesses des possédants. Ce sont eux les maîtres de l'économie capitaliste, ceux qui ont en main les leviers décisifs de cette économie et les leviers politiques. Ce sont nos ennemis communs à tous.

C'est à la lutte qu'il faut appeler et l'organiser, sinon rien ne bougera dans le bon sens.

La lutte des classes pour freiner et stopper le capital, c'est le seul outil dont disposent les travailleurs pour y parvenir. La lutte doit être l'objectif urgent et essentiel de tous les travailleurs pour satisfaire les revendications.

Il faut en finir avec ce monde capitaliste.

*Partout dans le monde les ouvriers, les salariés, les paysans et les artisans agissent contre l'exploitation et la domination des grandes firmes capitalistes.

*Partout dans le monde les luttes pour les salaires, les conditions de vie, la conquête de l'indépendance sont à l'ordre du jour.

Tous à leur façon s'attaquent à la domination capitaliste.

Oui, il est urgent de construire un parti révolutionnaire. Un parti sur lequel les salariés et le peuple puissent compter. Un parti se fixant le but d'abolir le capitalisme. En 2002, ce parti nous l'avons créé, il s'appelle le ***Parti Révolutionnaire Communistes***. Nous avons l'outil politique indispensable à celles et ceux qui combattent le capitalisme et qui veulent changer de société.

Oui, tout montre le besoin d'un grand parti révolutionnaire de la classe ouvrière, des travailleurs et du peuple. Développer un grand parti révolutionnaire est indispensable pour lutter contre le capitalisme et le vaincre, construire une nouvelle société de coopération et de paix, le socialisme.

C'est un chemin difficile, la bataille est rude, la lutte de classe est acharnée. Mais la lutte politique pour débarrasser la société du capitalisme est indispensable pour que le peuple prenne le pouvoir politique en vue de diriger dans le sens des intérêts des travailleurs, de la nation et de la paix.

Vous avez votre place avec nous pour mener ce combat.